

Sophie Béroud

IEP Paris

sophieberoud@wanadoo.fr

Georges Ubbiali

IHC-UMR 5605 Université de Bourgogne

georges.ubbiali@u-bourgogne.fr

Les syndicats de l'ancien écosystème communiste (CGIL, CGT, Commissions ouvrières) face à l'altermondialisme : un ressourcement possible ?

Résumé

Deux grands facteurs permettent d'éclairer les limites actuelles de l'implication de centrales syndicales comme la CGIL, la CGT et les CC.OO, toutes trois ayant relevé dans leur histoire de l'écosystème communiste, dans le mouvement altermondialiste. D'une part, ces organisations se sont engagées dans une profonde révision de leur affiliation internationale, ce qui les a conduit à substituer une matrice d'interprétation de leur environnement à une autre. La CGIL, la CGT comme les CC.OO tendent à appréhender aujourd'hui les enjeux internationaux par la seule médiation du syndicalisme européen institutionnel, c'est-à-dire de la CES. D'autre part, ces organisations ont adopté des stratégies anciennes d'insertion dans les relations professionnelles nationales, ce qui rend leur rapport à la mobilisation plus distancié et beaucoup plus conjoncturel. Dans ce cadre complexe où prédomine leur propre repositionnement, ces trois organisations n'ont noué, à l'heure actuelle, que des relations partielles, sectorialisées, avec le mouvement altermondialiste. Pourtant, des terrains de rencontre et de convergence existent, susceptibles à terme de favoriser de véritables imbrications.

Les confédérations CGIL, CGT et Commissions ouvrières (CC.OO) ont été, depuis l'après seconde guerre mondiale pour les deux premières, depuis les années 1960 pour la dernière, des acteurs centraux dans les mobilisations sociales en Italie, en France et en Espagne. Toutes trois partageaient la caractéristique d'entretenir une relation étroite avec le PC de leur pays respectif et de concevoir leur stratégie d'action en lien avec lui, dans une conception considérée comme léniniste de la division des tâches.

Aujourd'hui encore dans ces trois pays, il est rare qu'un mouvement contestataire de grande ampleur, ayant pris dans le monde du travail¹ se développe hors de leur médiation. Les dernières grèves générales en Italie (mars et avril 2002) et en Espagne (juin 2002) ont été convoquées de façon unitaire, la CGIL et les CC.OO y jouant un rôle moteur ; en France, les choix effectués par la direction de la CGT ont directement pesé sur le cours de la mobilisation contre la réforme des retraites du printemps 2003. Si les manifestations de Seattle (nov. 1999) organisées contre l'OMC ont démontré en acte la possibilité d'une conjonction entre la mobilisation des salariés *via* les acteurs syndicaux (des *teamsters* aux métallurgistes et aux travailleurs de l'aéronautique) et la mobilisation des acteurs associatifs (Fantasia, Voss, 2003, 81-82), l'un des grands problèmes posés au mouvement altermondialiste demeure cependant la question d'une articulation durable entre les luttes menées au sein des

¹ Rappelons par ailleurs, que ces différentes centrales jouent dans leur pays respectif un rôle central dans le système des relations professionnelles. La CGT demeure par exemple la confédération la plus représentative en France, à l'aune des résultats des élections prud'homales de décembre 2002 (Andolfatto, 2003). La CGIL est l'organisation qui arrive largement en tête des élections organisées au sein des entreprises, recueillant environ la moitié des suffrages (Rehfeldt, 2000). Les CC.OO sont également la première force syndicale en Espagne avec 38 % des suffrages aux élections professionnelles, soit un point de plus que l'UGT (Vincent, 2000).

entreprises (et plus globalement autour du travail) et les luttes « citoyennes » de contestation du néo-libéralisme.

Ces quelques éléments suggèrent de questionner, à la fois la façon dont des organisations syndicales telles que la CGIL, la CGT et les CC.OO s'insèrent dans le mouvement altermondialiste et les raisons qui permettent de comprendre les limites actuelles de cette insertion.

Si ces trois confédérations relèvent, en raison de leur genèse historique, de ce qu'il est possible de qualifier comme l'« écosystème » communiste², la comparaison rencontre vite des limites. Hors d'une matrice idéologique commune, celle d'un syndicalisme de classe et de masse, privilégiant la grève et la confrontation avec le patronat plutôt que la négociation et l'intégration dans un système de relations professionnelles, les trois organisations ont suivi des trajectoires relativement différentes, en particulier à partir de la fin des années 1970. La CGIL et les CC.OO ont, en effet, entamé à cette époque et dans la foulée de l'option « eurocommuniste » élaborée par le PCI et le PCE (Gotovitch *et alii*, 255-267) une évolution vers les rives de la sociale démocratie ; *aggiornamento* idéologique dont lequel la CGT ne s'est engagée que lentement au cours de la décennie suivante.

Une fois ces différences prises en compte, il semble bien que ce soit justement les efforts déployés pour obtenir leur intégration dans une structure internationale autre (CES, CISL) que celle à laquelle elles étaient historiquement attachées (FSM) qui conditionnent aujourd'hui la façon dont ces trois structures appréhendent les enjeux du mouvement altermondialiste. La CGIL comme la CGT et les CC.OO ne semblent pas, en effet, envisager d'autre cadre d'intervention sur des questions comme le pouvoir des multinationales ou le démantèlement des services publics que celui que leur offre la CES, assimilant le terrain syndical au terrain délimité par cette dernière. De plus, la place qu'occupe chacune de ces confédérations dans le système de relations professionnelles et sa stratégie d'insertion dans ce dernier pèse sur son rapport à la mobilisation. Enfin, sa capacité à nouer des liens avec la mouvance altermondialiste dépend aussi largement de la perception qu'elle entretient de celle-ci, dans un contexte de distanciation avec le politique, de méconnaissance des associations étrangères au monde communiste et de rivalité plus ou moins forte avec leur propre « gauche syndicale »³.

1. À la recherche d'un nouveau positionnement politique et international : une conversion déterminante à « l'eurocommunisme »

Les trois organisations ont, entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990 rompu leurs liens avec la FSM, internationale syndicale liée à l'URSS⁴, pour demander leur intégration à la CES, voire même à la CISL⁵, internationale fer de lance de la politique des Etats-Unis durant toute la période de guerre froide. Or, ce changement d'alliances internationales et de réseaux de solidarité ne s'est pas effectué sans controverses internes ni sans accroc.

La CGIL a été la première à procéder à cette révision des affiliations internationales. Dès 1973, la confédération italienne critique le fonctionnement de la FSM, à

² Par écosystème communiste, il faut entendre un ensemble d'institutions (syndicats, associations diverses (de jeunes, de femmes, d'anciens combattants, de locataires, etc.), de pratiques, des journaux, des rituels définissant une culture commune à ceux qui se reconnaissent dans l'univers partisan communiste. Dans ce système symbiotique, déterminé par le Parti, les organisations syndicales occupent une place de premier rang. On retiendra que ces organisations appartiennent toutes à ce que des auteurs ont appelé le modèle syndical latin ou eurolatin. Le seul cas non pris en compte ici, est celui de la CGTP portugaise.

³ A l'encontre d'une vision moniste du mouvement syndical de culture communiste qui voudrait que l'ensemble des militants et structures soient alignés sur les décisions du Parti de référence, notre contribution met au contraire l'accent sur la diversité idéologique au sein de chacune des centrales. Sur l'usage des notions de droite, centre et gauche dans l'analyse des milieux partisans, se reporter à l'étude de référence de Kriegel, 1964.

⁴ Il n'existe pas à ce jour d'histoire sérieuse de la FSM. Sur les internationales syndicales : Grumbrell-Mc Cormick R, 2000 et Regin, Wolikow, 2002.

⁵ Sur cette organisation, se reporter à Carew *et alii*, 2000.

l'occasion du 8^e congrès de cette internationale. La question de l'adaptation des statuts permettant à la fois l'unification des organisations syndicales en cours en Italie et en même temps une meilleure intégration européenne dans la CES naissante constitue la pierre angulaire de la discorde. Finalement la CGIL décide en mars 1978 de quitter la FSM. Dès 1974, la CGIL avait demandé son affiliation à la CES, ce qu'elle a obtenu rapidement, les deux autres centrales italiennes, la CISL et l'UIL appuyant sa demande.

Par contre, la CGT comme les CC.OO ont dû patienter avant de se voir admises dans la CES en raison de l'hostilité déployée à leur rencontre par les syndicats sociaux-démocrates tels que le DGB et les TUC, mais aussi de leurs propres homologues nationaux, à savoir la CFDT et Force ouvrière, d'un côté, l'UGT de l'autre⁶. De telle sorte que les deux confédérations ont dû faire la preuve de leur mutation, en mettant en œuvre sur le plan national, d'une part, une stratégie de rapprochement avec les confédérations adhérentes de la CES, en adoptant, d'autre part, un discours cohérent avec les finalités poursuivies par la construction européenne.

Leur adoubement par le syndicalisme européen a signifié pour ces trois centrales d'orientation communiste, en fonction de leur date d'affiliation et de leur insertion nationale, une acceptation du marché unique, de ses règles de fonctionnement fondamentales (économie de marché, concurrence, etc.), même si aucune des trois n'a renoncé à élaborer un discours critique sur la faiblesse de « l'Europe sociale ». Toutefois, le renversement de valeurs que représente ce renouvellement de leur cadre d'insertion internationale s'est concrétisé par la substitution d'un ensemble de références à un autre, non par un rapport qui aurait pu être plus dynamique entre le « dedans » et le « dehors » vis-à-vis de la CES⁷. Ce caractère unilatéral des affiliations internationales compte pour beaucoup dans la définition d'une approche fortement réservée par rapport à un mouvement altermondialiste qui s'est construit, justement, hors des institutions internationales de représentation du monde du travail (OIT, etc.) et qui n'est pas sans entretenir un regard critique sur ces dernières.

L'exemple des CC.OO est particulièrement significatif de cette évolution. En raison de la clandestinité sous le franquisme, celles-ci n'ont guère été tournées vers l'extérieur avant 1976. Pendant longtemps, l'international s'est limité, de fait, à la réception de la solidarité mondiale (Moreno, 2001, 223). La délégation extérieure (DECO), installée à Paris s'est avant tout appliquée à tisser des liens avec les associations d'émigrés, bien qu'elle ait aussi entretenu une relation forte notamment avec la CGT et la FSM.

Dès 1968, la condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie par le PCE et l'amorce de son tournant « eurocommuniste » contribue à distendre quelque peu la relation entre les CC.OO et la FSM. Fait encore plus notable, la délégation extérieure prend l'initiative en février 1973 d'adresser une lettre à Victor Feather, président de la CES, pour saluer la création de cette dernière et indiquer le positionnement favorable des CC.OO à son égard. Animées par l'espoir de rassembler, sur le modèle italien de 1944-1948, tout le syndicalisme espagnol en une centrale unique, les CC.OO ne s'affilient jamais à la FSM même après leur sortie de la clandestinité. Leur liaison avec la CES s'avère précoce, à la différence des autres confédérations syndicales communistes (comme la CGT ou la CGT-P) et leur affichage « européeniste » explicite, dans un contexte où l'ancrage à l'Europe signifie aussi pour la société espagnole la sortie de la dictature. Dès juillet 1976, lors de l'Assemblée de Barcelone, véritable congrès constitutif des CC.OO, Nicolás Sartorius présente un rapport préconisant l'adhésion à la CES. Or, cette demande est refusée en 1981.

Confrontées à une forme de boycott, les CC.OO (la CGT et la CGT-P étant dans le même cas) se trouvent placées devant une alternative au début des années 1980 : soit elles répondent de façon favorable à la proposition de la FSM consistant à créer une plate-forme alternative à la CES en Europe de l'Ouest, afin de contester à terme le monopole de représentativité de celle-ci ; soit elles s'efforcent, peu à peu, de vaincre l'hostilité que leur témoigne la social-démocratie européenne. Les CC.OO comme la CGT-P déclinent de fait

⁶ La CES est créée formellement en 1973 (sur sa genèse, Gobin 1997 ; Dolvik, 1999). On trouvera quelques indications sur les péripéties des rapports CES-syndicats communistes dans Debunne, 2003, en particulier p. 66 et suiv.

⁷ Allusion au titre de la thèse de Pernot, 2001.

l'offre de créer une « régionale rouge » (avec la CGT) de la FSM, craignant de se voir à terme marginalisées (Moreno, 2001, 229).

Bien que le secteur le plus hostile à l'eurocommunisme et le plus fidèle à la politique de l'URSS plaide dans un sens contraire au sein des CC.OO, celles-ci tournent de plus en plus le dos à la FSM. Dès 1988, aucune autre possibilité que l'intégration à la CES n'est plus discutée au sein du Bureau confédéral. Ce choix n'est pas séparable des positionnements adoptés par la centrale au niveau national. Dès les Pactes de la Moncloa conclus en octobre 1977, les CC.OO comme l'UGT optent pour une politique de présence institutionnelle et de négociation au niveau national et interprofessionnel avec l'Etat et le patronat. Les CC.OO se contentent dans un premier temps de soutenir cette pratique de la concertation sociale⁸ avant de s'y engager pleinement à partir de 1981. Leur rapprochement avec l'UGT, centrale syndicale historiquement liée au PSOE, se traduit par une unité d'action dans un premier temps puis par une véritable unité programmatique. Les deux confédérations appellent ensemble à une grève générale interprofessionnelle le 14 décembre 1988 : si une telle décision atteste d'une prise de distance entre l'UGT et le gouvernement PSOE de Felipe González, elle n'est pas cependant synonyme d'une radicalisation du syndicalisme espagnol (Aguilar, Roca, 1991). La profonde crise que traverse le PCE, marginalisé sur la scène politique au profit du PSOE qui s'est imposé comme le parti de l'alternance⁹, se répercute sur la centrale syndicale : derrière la théorisation d'une plus grande autonomie syndicale se dessine surtout une pleine acceptation de la négociation institutionnalisée (la pratique des pactes sociaux) en lieu et place d'une orientation plus combative.

En ce qui concerne la CGT, le tournant vers la CES s'est fait avec beaucoup plus de lenteur. Bien qu'un secteur dit « moderniste » ait mené depuis le milieu de la décennie 1980 une bataille interne dans l'objectif de faire prendre la mesure, au sein de la confédération, de la crise syndicale, ce n'est véritablement qu'avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS que la direction de la centrale française s'engage dans un processus de révision de son positionnement. La CGT s'est ainsi réinvestie dans la FSM, sous l'égide d'Henri Krasucki, en 1986, acceptant des responsabilités dans le secrétariat de cette dernière. Alors que les « modernistes » proposent de ne pas participer au congrès de 1994 de la FSM, la CE de la CGT se refuse encore à cette éventualité. Pourtant, le départ de l'internationale syndicale communiste sera cependant voté lors du 45^e Congrès de la CGT en décembre 1995.

Sur la base de cette décision, l'équipe dirigeante de la CGT ne va avoir de cesse de mener un travail de conviction interne pour faire accepter aux militants sa demande d'adhésion à une CES dont la pratique d'accompagnement vis-à-vis de la Commission européenne apparaît de façon assez claire, après plus de vingt ans d'existence (Gobin, 1997). Mais la CGT est à la recherche d'un nouveau cadre d'action international, rouage qui a toujours été essentiel dans sa conception du syndicalisme : elle a absolument besoin de s'insérer d'une façon nouvelle dans le syndicalisme européen. Les principaux obstacles qu'elle rencontre sur sa route ne viennent plus de la CES – laquelle a admis les CC.OO en 1990 – sinon des autres confédérations françaises, la CFDT et de FO. Entre le mouvement social de décembre 1995 et son 46^e Congrès en 1999, la CGT donne une traduction concrète

⁸ Cette politique de concertation sociale confère aux deux confédérations syndicales, qui étaient faiblement implantées au niveau de l'entreprise au sortir du franquisme, des avantages durables dont une légitimité institutionnelle en tant qu'interlocuteurs reconnus au niveau national et des sources de financement. Le soutien apporté à cette reconstruction du système de relations professionnelles leur a également facilité l'accès au quasi-monopole de la représentation des salariés, l'UGT et les CC.OO regroupant à peu près 80 % des salariés syndiqués. Jean Bunel parle à ce propos de « l'étatisation de l'action syndicale » (Bunel, 2000).

⁹ Après les élections législatives de 1982 qui voit la victoire du PSOE, le PCE est secoué par de très fortes tensions internes et une remise en cause de la ligne stratégique, de négociation avec un gouvernement issu du franquisme, qu'il a suivi durant la transition démocratique. Trois tendances principales s'affrontent : la tendance « pro-soviétique », la tendance « rénovatrice » et la tendance « officielle » liée au secrétaire général Santiago Carrillo. Après la démission de ce dernier, ceux qui l'appuyent rentrent d'ailleurs du PSOE. Le PCE, redynamisé par la campagne contre l'OTAN de 1986, s'engage dans une nouvelle étape en 1986 en fondant avec des petits groupes de gauche *Izquierda Unida* (Gauche Unie).

à sa conception du « syndicalisme rassemblé » en s'efforçant de nouer des relations plus étroites avec les autres confédérations françaises, dites représentatives (ce qui exclut de son champ de vision l'Union syndicale Groupe des Dix ou la FSU) et plus particulièrement avec la CFDT. Cette option se révèle fructueuse dans l'immédiat puisque la CGT intègre la CES en 1999, mais elle entraîne aussi des contreparties. Pour la centrale dirigée par Bernard Thibault, tout ce qui peut porter ombrage à l'établissement de sa légitimité dans la CES est désormais à proscrire : ainsi en est-il des formes de mobilisation qui contestent de l'extérieur les limites du « dialogue social européen » (telles les marches européennes contre le chômage et la précarité) et de ses relations avec l'opposition interne au sein de la CFDT.

Le cas de la CGIL apparaît relativement singulier au regard de ceux de la CGT et des CC.OO dans la mesure où la confédération italienne a moins subi le contrecoup de la disparition de l'URSS qu'elle ne l'a devancé. On ne peut naturellement pas comprendre le positionnement assez singulier de cette centrale sans le rapporter à la fois aux particularités de la forme nationale du communisme et en même temps à la nature des affrontements sociaux de ce pays, en particulier dans l'après 1968. Ainsi que Marc Lazar l'a montré, le PCI a su s'appuyer, et ce dès les années d'après guerre, de manière croissante sur les traditions nationales, au détriment d'un attachement au système soviétique (Lazar, 1992). De ce point de vue, il n'est pas étonnant que le PCI ait pu jouer un rôle initiateur dans la tentative de rénovation du mouvement communiste européen à travers l'eurocommunisme. Cet *aggiornamento* idéologique s'est fait d'autant plus sentir dans les évolutions du syndicalisme italien au sein l'écosystème communiste que parallèlement l'Italie a connu la plus grave crise sociale du continent à travers l'automne chaud¹⁰.

Le mouvement des conseils a entraîné une forte poussée vers la réunification syndicale des trois composantes du syndicalisme italien. Des regroupements partiels ont commencé à se mettre en place (à l'instar de la FLM, dans la métallurgie). En 1971, une fédération unitaire a été créée, association des trois confédérations en vue de leur fusion, prévue au plus tard en 1972. Mais bien que des habitudes de travail en commun se soient développées à tous les niveaux, la réunification n'a cependant pas vu le jour, en raison notamment du poids croissant du PCI dans la vie politique nationale.

Malgré les aléas des rapports interconfédéraux, lesquels cesseront de manière définitive en 1985, la CGIL évolue clairement au début des années 1970, vers une rupture avec la matrice communiste qui l'a fondée¹¹. Des trois cas considérés, la CGIL apparaît comme l'organisation qui connaît un processus d'éloignement de la culture communiste le plus ancien. Son affiliation précoce au mouvement syndical d'origine sociale-démocrate, que ce soit sous la forme de la CES ou de la CISL, constitue de ce point de vue un indicateur clair du positionnement adopté par cette centrale. Ajoutons, sans qu'il soit question de rapporter les évolutions multifactorielles (idéologiques, organisationnelles, culturelles, etc.) de l'organisation politique à l'organisation syndicale, qu'il s'avère néanmoins symptomatique que l'Italie soit le seul pays où le Parti Communiste s'est dissous de lui-même (création du PDS en 1991, puis de DS en 1998¹²) pour occuper l'espace politique du PSI, alors que le PCF et le PCE (au sein d'IU) subsistent dans leur espace national respectif.

Comme cela vient d'être rappelé brièvement pour les trois acteurs étudiés, on assiste, avec des spécificités fortes et un calendrier national à chaque fois différent à un mouvement convergent vers le dépassement du milieu communiste originel. Que cette évolution semble maîtrisée sur la longue période (cas de la CGIL) ou apparaisse comme le fruit de l'écroulement du système soviétique après la chute du mur (CGT, partiellement CC.OO), une tendance de fond se dessine : le rapprochement avec la tradition social-démocrate s'effectue de façon unilatérale, sans que d'autres lieux d'expression ou d'échange ne soient véritablement recherchés. Désormais membres actifs de la CES mais aussi de la CISL¹³, la CGIL, la CGT et les CC.OO pensent leur activité internationale au travers des schèmes

¹⁰ D'une bibliographie fort riche, on retiendra Grisoni et -Portelli, 1976 ; Couffignal, 1978.

¹¹ Pour une vision d'ensemble, Turone, 1992

¹² Notons néanmoins que cette transformation ne s'est pas déroulée de façon unanime puisque le courant néo-communiste a donné naissance en 1991 au PRC, qui s'est voulu dans une première période comme le continuateur du PCI, lui empruntant ses symboles et ses références.

¹³ La CGIL y est entrée en 1991, les CC.OO en 1996. Seule la CGT n'en est pas encore membre.

d'interprétations et des mots d'ordre que ces deux organisations leur fournissent : campagne pour le « travail décent », mention de la « clause sociale » dans les traités internationaux de commerce, réforme des institutions internationales (CISL, 2001 ; Bérout, 2003). La remise en cause ou la perte de la matrice communiste ne s'est pas traduite par l'entrée dans une démarche de questionnement et d'élaboration théorique, sinon par la substitution d'un univers de référence à un autre ; le lien entre démocratie et économie de marché n'étant, de fait, pas contesté dans la mouvance réformiste et dominante du syndicalisme européen. On comprendra dès lors combien ce nouvel ancrage international conditionne les possibilités d'une rencontre avec le mouvement altermondialiste et, par extension, avec une autre forme d'internationalisme.

2. Dimensions concrètes de la rencontre avec le mouvement altermondialiste

L'émergence depuis la fin des années 1990 d'un ensemble de mouvements contestant la mondialisation libérale est venue interroger, sinon bousculer, des centrales syndicales qui possèdent, en raison de leur trajectoire historique, un héritage de lutte contre l'impérialisme et le système capitaliste. De ce point de vue, le mouvement altermondialiste dont la capacité à organiser des manifestations de masse, à rassembler des jeunes et à renouveler les formes de militantisme ne peut pas laisser les organisations syndicales dans l'indifférence, présente un visage à la fois attrayant et dérangeant pour la CGIL, la CGT et les CC.OO. D'un côté, la dénonciation radicale du capitalisme financier, de ses institutions (FMI, Banque mondiale, G8, etc.) et de ses principaux acteurs, les multinationales, éclaire sous un jour défavorable la modération des revendications portées par le syndicalisme international au sein duquel se sont insérées les trois centrales. De l'autre, les succès rencontrés par le mouvement altermondialiste, son dynamisme, rencontrent un écho indéniable auprès des militants syndicalistes dont une large part n'est pas sans nourrir quelque scepticisme sur les pratiques de « lobbying » d'une organisation comme la CES, et ce malgré le tour plus combatif que s'efforce notamment de lui donner la CGT en participant activement à l'organisation « d'euromanifestations » (Renault Vilvorde, cheminots, Nice, etc.).

Des esquisses monographiques sont ici nécessaires pour appréhender la manière dont s'effectue cette rencontre entre ce syndicalisme anciennement tourné vers la lutte et l'altermondialisme. Cependant, plusieurs facteurs s'avèrent repérables dans les trois cas. Un premier registre de contextualisation repose sur la prise en compte de la physionomie du mouvement altermondialiste dans chaque pays et de son interaction possible avec les sensibilités idéologiques présentes dans les centrales étudiées. Un deuxième registre relève de l'analyse de la conjoncture politique. Des moments de rupture dans les relations professionnelles pourtant fortement institutionnalisées en Italie et en Espagne ont, en effet, entraîné un rapprochement entre la temporalité de l'action syndicale et celle de l'altermondialisme. En raison de cette dimension, l'accent sera mis plus particulièrement sur les expériences italienne et espagnole.

En Italie, le mouvement altermondialiste présente un visage particulièrement varié. Massimiliano Panarari¹⁴ propose une typologie à partir de cinq axes ;

1. Le monde catholique, une des composantes fondamentales du mouvement.

2. Le « non-profit » et les associations laïques et de gauche, illustré par un ensemble extrêmement mouvant de structures à l'image du réseau Liliput, fédérant 585 associations.

3. Les centres sociaux. Phénomène qui débute en 1989 et se développe au milieu des années 1990 (120 centres sont repérés). Les centres sociaux sont des lieux de rencontre, laboratoires d'initiatives politiques. L'expérience de réseaux comme les *Tute Bianche* et des *Disobbdienti* puise là ses origines

4. Les intellectuels, dont la figure de Toni Negri est sans doute la plus connue de ce côté-ci des Alpes. Ajoutons, (Fumagali¹⁵), un ensemble de revues critiques et alternatives (*Luogo Comune*, *Alterazioni*, *Derive et approdi*, etc.) nées dans les années 1990.

5. Les forces politiques et syndicales. Du point de vue politique, deux partis se sont

¹⁴ Panarari, 2001

¹⁵ Fumagali, 2002

investis sans réserve dans le mouvement altermondialiste : le PRC et les Verdi. Au niveau syndical, deux composantes soutiennent, à des degrés divers, le mouvement des mouvements : la FIOM pour le syndicalisme confédéré et la mouvance des Cobas pour les autonomes¹⁶.

Cette diversité ne se retrouve pas complètement en Espagne. La composante catholique, liée à des ONG, y existe et a joué un rôle important dans la campagne contre la dette (*Jubilee* 2000). Cette composante s'exprime au travers de RCADE, réseau de personnes fondé en 1999 qui attire également des militants depuis longtemps engagés dans la solidarité active avec le Tiers-Monde. Des groupes plus activistes, bénéficiant d'une forte participation de jeunes, ont aussi conféré au mouvement altermondialiste une tonalité ouvertement radicale, à l'image du MRG qui s'est constitué en Catalogne après le contre sommet de Prague. L'une des particularités du mouvement altermondialiste en Espagne tient de son ancrage territorial : les groupes Attac s'y sont, par exemple, implantés communauté autonome par communauté autonome et le fait de renforcer ou non *Attac España*, conçue comme une coordination nationale et non comme une entité propre, fait toujours débat¹⁷. De telle sorte que les contours du mouvement seront différents d'une région à l'autre, ainsi que le degré d'implication des forces syndicales et politiques.

De façon générale, l'UGT et les CC.OO qui ne sont en rien hostiles à des associations comme Attac – contrairement à ce qui se passe en France avec la CFDT – et dont des militants à titre personnel s'impliquent dans les campagnes pour l'abolition de la dette des pays du Tiers-monde, ne participent que fort peu à d'autres réseaux de mobilisation. Ce sont des syndicats très minoritaires en Espagne comme la CNT ou la CGT issue de cette dernière, voire le SOC andalou qui se sont pleinement engagés depuis le milieu de la décennie 1990 dans la construction de l'altermondialisme.

Les CC.OO ne se différencient guère, sur ce plan, d'IU: seuls des secteurs ou des structures critiques en leur sein, en opposition ouverte avec les directions des deux organisations, ont fait le choix d'être en prise avec ces mobilisations citoyennes. Deux grands pôles d'opposition s'affrontent avec la direction d'IU et se retrouvent, sous des formes un peu différentes, dans les CC.OO : un premier courant ayant pris le nom de *Rojos* en juillet 2002, désireux de mettre fin à une allégeance de plus en plus marquée d'IU vis-à-vis du PSOE et partisans d'un retour à une plus grande orthodoxie communiste ; un deuxième courant rassemblant des militants issus à la fois de l'extrême gauche (LCR et MC) et de la mouvance écologiste (courant qui porte le nom d'*Espacio Alternativo* et qui s'exprime notamment au travers de la revue *Viento Sur*).

Ces deux options (*Rojos / Espacio alternativo*) se retrouvent dans le « secteur critique » des CC.OO qui s'est constitué comme tel au lendemain de la grève générale du 27 janvier 1994, estimant que la direction de l'organisation avait délibérément freiné la mobilisation. Plus largement même, le secteur critique tend à exprimer les positions communistes, en lien avec la direction d'IU, par rapport à une direction confédérale des CC.OO qui s'avère de plus en plus en phase avec celle du PSOE¹⁸. Organisé en véritable courant interne, pouvant tenir des réunions publiques – ce que les statuts de la confédération rendent possible dès lors que l'opposition rassemble plus de 10 % – le secteur critique présente des résolutions et des

¹⁶ Bien que l'on retrouve les Cobas dès le début du mouvement altermondialiste en Italie, que leur participation aussi bien lors des différents forums que dans l'animation des structures altermondialistes soit beaucoup plus prononcée que pour le syndicalisme confédéral, il n'en sera pas question dans ce texte.

¹⁷ Il n'existe ainsi pas de portail internet Attac España.

¹⁸ Ainsi, Marcelino Camacho qui a été secrétaire générale des CC.OO (1976-1987) soutient-il ouvertement le secteur critique. Plusieurs membres de la direction élue lors du 7^e Congrès d'avril 2000, à l'image du secrétaire général, José María Fidalgo, ne sont pas des adhérents ou d'anciens adhérents du PCE ; ce qui n'est pas d'ailleurs pas sans différencier le processus d'autonomisation des CC.OO de celui de la CGT où, paradoxalement, ce dernier semble contredit par l'affaiblissement de la pluralité politique du sein du Bureau confédéral (quasiment tous les membres de la direction de la CGT élue en 2003 relèvent de cet « écosystème communiste »)

candidatures alternatives à celles de la direction lors des Congrès confédéraux¹⁹. Fortement implanté dans la santé, la métallurgie et les banques, il bataille contre une orientation syndicale qui valorise la négociation pour la négociation, faisant de celle-ci une finalité en soi et rejette de façon nette toute pratique de concertation avec le gouvernement Aznar. Le secteur critique, emmené par Agustín Moreno, se prononce pour un tournant à gauche, un retour vers la tradition de « syndicat de classe » ainsi que pour une véritable démocratie interne (Vincent, 2000, 42). Outre qu'il est divisé sur la stratégie à suivre (sortie ou non des CC.OO), le secteur critique, en regroupant toutes les sensibilités d'IU, s'avère fortement hétérogène ; ce qui éclaire la variabilité de son implication dans le mouvement altermondialiste.

Avant d'aborder la situation française, il paraît intéressant de prolonger la comparaison entre les cas italien et espagnol. Au cours des années 1990, en effet, les principales composantes du syndicalisme italien comme celles du syndicalisme espagnol se sont pleinement engagées dans la pratique des pactes sociaux avec les différents gouvernements qui se sont succédés. La CGIL comme les CC.OO ont ainsi adopté des stratégies de type néo-corporatives, se détachant de plus en plus des luttes sociales pour privilégier le renforcement de l'appareil syndical (Negrelli, 2001). Or, la mise à mal de cette négociation tripartite par des gouvernements de droite, et la volonté de ces derniers de passer en force, ont brusquement contraint la CGIL comme les CC.OO à retrouver le chemin de la contestation.

En Italie, cette politique de concertation débute avec la signature de l'accord tripartite du 31 juillet 1992 aboutissant à la suppression de l'échelle mobile et à un gel temporaire des salaires en contrepartie d'un rôle contractuel dans la branche et l'entreprise et une place dans le processus de concertation préalable. L'accord tripartite du 23 juillet 1993 prolonge cet élan. Ce second pacte a été signé dans un contexte de crise politique et de discrédit de la DC et du PSI. Un dernier pacte, portant sur la flexibilité de l'emploi, est signé le 22 décembre 1998 (pacte Treu). Cette logique néo-corporatiste d'échange politique (Rehfeldt, 1991) s'est toutefois épuisée à la fin des années 1990, du fait d'un approfondissement de la crise économique conduisant la *Confindustria* à opérer sa propre « refondation sociale » et à réviser fondamentalement la politique contractuelle. L'élection d'une majorité *Forza Italia* en mai 2001 emmenée par Silvio Berlusconi est venu renforcer politiquement cette tendance.

Cette politique d'accompagnement des mesures de libéralisation du marché du travail par les principales organisations syndicales a conduit à la réémergence de lignes de fractures internes²⁰, d'opposition à la stratégie contractuelle, à l'instar de ce qui a été évoqué au sujet de l'Espagne. C'est à partir du courant *Democrazia Consiliare*, structuré par la DP au milieu des années 1980 que se cristallise une décennie plus tard la minorité *Essere Sindacato*. Lors du congrès de 1996, l'opposition prend le nom de *Alternativa Sindacale* (AS), avant d'éclater en deux morceaux, AS d'un côté et *Area Programmatica dei Comunisti* de l'autre (APC). En décembre 2000, AS et APC fusionnent pour donner naissance à *Lavoro Società-Cambiare Rotta* qui présente un texte alternatif lors du XIV^e congrès de la CGIL en septembre 2001. *Cambiare rotta* appuie au sein de la CGIL la dynamique de rapprochement entre le mouvement altermondialiste et le syndicalisme confédéré²¹. Les structures qu'elle domine (*Camera del Lavoro* de Lombardie, Piémont, Emilie par ex.) ou dans lesquelles son influence s'avère importante sont également les vecteurs de jonction avec le mouvement altermondialiste.

¹⁹ Cela a été le cas lors du 7^e Congrès d'avril 2000 et devrait l'être en avril 2004, lors du 8^e Congrès. Le secteur critique regroupe à la veille de ce Congrès 29 % des suffrages (il en obtenait 33 % en 1996 et 28 % en 2000). Notons que la direction confédérale est elle-même divisée en deux fractions.

²⁰ L'histoire des courants internes à la CGIL reste, à notre connaissance à écrire. Après la scission de 1950, afin de garantir un pluralisme interne, en particulier pour le courant PSI, la CGIL a officiellement été structurée en trois courants : communistes, socialistes et troisième composante. Ces courants ont été officiellement dissous par la suite. La politique des pactes sociaux, la transformation du PCI en PDS ont été autant d'éléments expliquant la réapparition de courants politiques de manière officielle au sein de la CGIL. On trouvera de précieux éléments dans un article de *Reds* de janvier 2001.

²¹ On peut lire divers documents en ce sens sur le site de *Lavoro-Società* et particulièrement le texte « Iniziative del 'movimento dei movimenti' e rapporto CGIL-CES/movimento », 2003.

A côté de *Lavoro Societa*, une seconde opposition interne à la CGIL trouve également ses racines dans le rejet de la politique des pactes, mais sur une base professionnelle : il s'agit de la FIOM. Réticente à la politique de concertation sociale menée par la CGIL²², la FIOM a finalement refusé de signer le renouvellement de la convention collective des métallurgistes en 2001²³, rompant l'unité avec la FIM (structure métallurgique de la CISL) et l'UILM (UIL). Cette orientation a amené la FIOM à développer une pratique d'affrontements de grande ampleur à l'égard du patronat métallurgique regroupé derrière la *Feder Meccanica*. De ce fait, la FIOM apparaît comme l'aile gauche du mouvement syndical italien et le soutien le plus sûr en vue de convergences avec le mouvement altermondialiste, permettant d'amplifier une stratégie d'affrontement avec les employeurs.

Signalons enfin l'existence d'un dernier regroupement ancré sur le syndicalisme de base et regroupant au-delà des rangs de la CGIL, la *Coordinamento Nazionale delegati RSU*²⁴. Se reconnaissant comme *Sinistra Sindacale in CGIL*²⁵, les militants d'entreprise analysent le mouvement syndical à partir des expériences les plus radicales de l'automne chaud. Selon eux, on assiste avec l'altermondialisme à la possibilité d'un dépassement du syndicat-institution, régulateur du marché du travail pour un instrument pouvant renouveler les expériences des conseils de fabriques et des conseils de zones.

L'élection d'une majorité de droite aux élections législatives du 13 mai 2001 et la formation d'un second gouvernement par Silvio Berlusconi²⁶ est venu infléchir l'appréciation de la CGIL relative au mouvement altermondialiste. En effet, au travers de la publication par le ministre du Travail Maroni du *Libro Bianco sul Mercato del Lavoro in Italia*, en octobre 2001, le gouvernement Berlusconi a clairement annoncé la fin de la politique de concertation tripartite et proposé de remplacer celle-ci par un « dialogue social », c'est-à-dire un processus de consultation et d'échanges non contraignant pour la coalition gouvernementale. En clair, l'objectif consistait à évincer la CGIL du processus de concertation. De plus, le gouvernement Berlusconi a décidé de supprimer l'article 18, datant du statut du travailleur, très progressiste, de 1970²⁷. Le gouvernement refusant toute négociation, la CGIL (seule le 16 avril 2002), rejointe par la CISL et l'UIL, appellent ensemble, et pour la première fois depuis 1982, à une grève générale contre l'abrogation de l'article 18 ; grève qui remporte un succès avec 13 millions de grévistes. La manifestation qui a eu lieu le même jour, le 23 mars 2002, est la plus importante de l'histoire italienne depuis la Seconde guerre mondiale. C'est donc à partir de ce renouveau d'une pratique combative que l'on peut apprécier l'insertion de la CGIL dans le mouvement altermondialiste. Si des minorités syndicales ont appuyé dès le départ le mouvement altermondialiste, ce sont par contre des raisons liées à son éviction de la régulation sociale qui conduisent la CGIL²⁸ à s'intéresser de plus près au développement du mouvement altermondialiste.

La pratique des pactes sociaux tripartites est, comme cela a déjà été noté, relativement ancienne en Espagne puisque cette forme de représentation néo-corporative caractérise déjà le moment de la transition politique. Ce qui s'avère cependant nouveau au cours de la décennie 1990 provient, en premier lieu, de l'accentuation de cette orientation de la part des CC.OO sous l'égide d'Antonio Gutiérrez et, en second lieu, du fait que les CC.OO et

²² Giorgio Cremaschi, un des secrétaires nationaux de la FIOM peut ainsi écrire : « *Il sistema sindacale uscito dagli accordi degli inizi degli anni '90, en in particolare da quello del 23 luglio 1993, sta scivolando verso il caos* », *Rivista del Manifesto*, n° 0, novembre 1999.

²³ Ce rejet de la convention collective par la FIOM constitue une véritable révolution pour le syndicalisme italien quand on sait que « *la négociation collective de branche est l'élément le plus central et en même temps le plus stable du système contractuel* », (Hege-Sauviat, 1992, 284).

²⁴ La RSU, créée en 1993, qui succède à la RSA correspond aux conseils d'usines. Les RSU sont élues par les salariés sur la base des listes présentées par les syndicats confédérés. (Cf. Rehfeldt, 1994).

²⁵ On consultera sur leur site le document : *Un altro sindacato è possibile*, septembre 2001

²⁶ Rappelons qu'un premier gouvernement Berlusconi a dirigé le pays du 10 mai au 22 déc. 1994.

²⁷ L'article 18 du Statut des travailleurs prévoit une garantie de réintégration du salarié après un licenciement abusif, pour les entreprises de plus de 15 salariés. Sur cette bataille contre l'abolition de l'article 18, se reporter à Hege, 2002. Le Statut des travailleurs est reproduit dans les annexes de Grisoni-Portelli, 1976.

²⁸ Eviction symbolisée par la signature en juillet 2002 d'un « Pacte pour l'Italie » par les seules CISL et UIL (Hege, 2002).

l'UGT acceptent de mener cette politique de concertation sociale avec le gouvernement Aznar ; le PP sortant victorieux des élections de 1996 après quatorze ans de gestion socialiste.

Si les principaux partis politiques (CiU, IU, PNV, PP, PSOE) ont été impliqués dans la ratification du Pacte de Tolède (1995-1996) visant à garantir le système public de retraites tout en favorisant le développement des fonds de pension privés, l'accord interprofessionnel sur la précarité de l'emploi (1997), par contre, a été conclu sous l'égide du gouvernement Aznar. Or, cet accord prend acte de l'importance de l'emploi précaire dans la population active espagnole (autour de 35 %) et repose sur un « échange » entre patronat et syndicats : à savoir une plus grande flexibilité dans les conditions de licenciement des salariés à emploi stable contre un usage plus limité des contrats précaires. Entre 1996 et 2001, toute une série d'accords tripartites (sur la résolution des conflits du travail, sur le temps partiel, les travailleurs intérimaires, etc.) ont presque donné l'impression qu'il s'avérait plus facile pour les confédérations syndicales espagnoles de négocier sous un gouvernement de droite que sous un gouvernement de gauche. Le succès de cette politique contractuelle s'explique toutefois par l'acceptation de la part des CC.OO et de l'UGT de la dégradation, de fait, du rapport salarial (conséquence des mesures de dérégulation et de flexibilisation adoptées au fil des années 1980 et plus particulièrement en 1994) et des conditions d'embauche. Ayant obtenu lors des élections législatives de mars 2000 non plus une majorité relative mais une majorité absolue, le gouvernement Aznar a cependant durci ses positions, les rendant plus conformes aux vœux de l'organisation patronale, la CEOE. C'est donc en force et sans la moindre concertation sociale qu'il a adopté un décret-loi en mai 2002 réformant le régime d'indemnité des chômeurs en réduisant les droits de ces derniers²⁹.

Comme en Italie, cette volonté explicite affichée par un gouvernement conservateur de mettre fin à la pratique de la concertation sociale, a modifié de façon soudaine le contexte social, contraignant les confédérations syndicales à s'engager dans la confrontation sociale. Or, la convocation d'une grève générale nationale et interprofessionnelle pour le 20 juin 2002 est entrée en résonance avec, d'une part, la reprise d'un certain nombre de luttes sociales (en particulier des étudiants et des Sans-papiers) et, d'autre part, les échéances définies par le mouvement altermondialiste dans le cadre du semestre de présidence espagnole de l'Union européenne. Le 16 mars, déjà, à l'occasion du sommet de l'UE, la campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre débouche sur une manifestation de 300 000 personnes à Barcelone. Le 20 juin, la grève générale est suivie par dix millions de travailleurs et deux millions de manifestants ; le 22 juin, le contre-sommet de Séville rassemble à son tour 100 000 manifestants.

Le parallélisme avec la situation italienne³⁰ provient donc de cette jonction entre les deux calendriers de mobilisation, laquelle permet une rencontre au moins ponctuelle entre les réseaux du mouvement altermondialiste et les salariés en lutte.

Il semble intéressant de souligner combien, en France, ce rapprochement ne s'est pas opéré, malgré l'ampleur de la mobilisation contre la réforme des retraites au printemps 2003. La CGT, contrairement à la CGIL et les CC.OO, n'a pas encore opéré une conversion telle qu'elle pourrait apparaître comme l'un des piliers de la négociation sociale (le système de relations professionnelles français présentant, de plus, de fortes différences avec les systèmes italien et espagnol). En même temps, plusieurs faits attestent de la volonté de la direction confédérale de la CGT d'acquiescer ce statut d'interlocuteur social face au patronat et au gouvernement, de s'insérer dans le jeu de la concertation dont elle se tenait jusqu'alors volontairement écartée. Désireuse de véritablement négocier la réforme Fillon – privée de cette option par la signature rapide de la CFDT - , la CGT a ratifié à l'automne 2003, autre

²⁹ La réforme renforce notamment l'obligation d'accepter un emploi (reconnu comme adéquat par le service public d'emploi) sous peine de radiation, supprime le salaire de transition (suite à un licenciement injustifié) ainsi que le régime spécifique des journaliers agricoles en Andalousie et en Extrémadure. (Tuschszirer, 2002).

³⁰ Parallélisme parfaitement saisi par le syndicalisme italien. Ainsi G. Cremaschi peut-il avancer que : « *Assai significativo è il caso della Spagna (..) Dopo aver ottenuto, senza conflitti et per diversi anni, la disponibilità sindacale ad accettare la più vasta flessibilizzazione del lavoro di tutto il continente, il governo Aznar ha deciso di rompere comunque la concertazione sociale riducendo le già deboli garanzie e indennità per i disoccupati* », in Cremaschi, 2002.

indicateur de son désir de s'inscrire dans une démarche plus pragmatique, un accord interprofessionnel sur la formation. D'un certain point de vue, la CGT n'a pas été brusquement boutée hors d'un système fonctionnant au consensus et apportant à chaque acteur social une forte institutionnalisation : elle est, au contraire, en passe de s'y intégrer. Dès lors, son rapport à la mobilisation se révèle d'une autre nature que celui de la CGIL et des CC.OO : il ne s'agit pas pour la CGT de s'appuyer ponctuellement sur la montée des luttes sociales pour démontrer à ses interlocuteurs habituels qu'ils prennent des risques en rompant le cadre stabilisé de la négociation, mais à l'inverse de canaliser la protestation sociale, de telle sorte qu'on ne puisse lui attribuer ; de nouveau, à son image habituelle de syndicat de lutte.

Assimilé par la direction de la CGT à une pression venant de sa gauche, le mouvement altermondialiste présente, à ses yeux, des caractéristiques déplaisantes en raison de son hétérogénéité, de la place qui occupe des organisations syndicales qui lui disputent désormais le terrain de la combativité (les SUD au sein de l'Union syndicale G10), de la présence de l'extrême gauche, d'un discours plus critique que celui qu'elle entend endosser notamment sur l'Union européenne.

C'est à l'aune à la fois des stratégies syndicales menées durant les dernières décennies et de l'insertion-exclusion des confédérations dans le système des relations professionnelles de leur pays respectif que l'on peut comprendre leur attitude à l'égard du mouvement altermondialiste.

3. Influence réciproque ou côtoiement de circonstance ?

Si la dynamique du mouvement altermondialiste a croisé sur son chemin les organisations syndicales issues du moule communiste par le biais du soutien pratique et politique que ces dernières ont plus ou moins consenti aux diverses initiatives, on peut néanmoins, à ce stade, s'interroger sur la nature des relations nouées. Sans pouvoir trancher définitivement dans un processus en cours, un certain nombre de remarques aident cependant à baliser l'espace de cette rencontre.

Deux domaines, au moins, méritent d'être explorés afin de mieux saisir les relations existantes. Il s'agit tout d'abord de l'ampleur de l'engagement du mouvement syndical en faveur du mouvement altermondialiste. Il convient ensuite de questionner l'orientation politique des deux mouvements afin de rendre compte de la pérennisation possible de leur dialogue.

Comment se concrétise, en premier lieu, cette rencontre entre l'altermondialisme et le mouvement syndical ? Plusieurs degrés d'investissement peuvent être soulignés.

La CGT est sans doute celle des trois centrales qui se révèle la moins investie et la moins sensible aux enjeux véhiculés par le mouvement altermondialiste. Aux FSM de Porto Alegre, elle a certes été représentée par quelques fédérations (Energie, Métallurgie, Spectacles) et par son secteur international, mais elle a avant tout concentré sa présence dans les espaces propres au syndicalisme européen et international, soit les Forums syndicaux organisés en amont. Le FSE de Florence a semblé amorcer une plus forte implication de sa part, dans le sillage de la CGIL, symbolisée par le déplacement de Bernard Thibault. Cependant, à l'image de sa relation avec Attac, qu'elle soutient sans y prendre une place véritablement dynamique, la confédération CGT demeure dans une relation prudente vis-à-vis de l'altermondialisme. Son UD de Haute-Savoie a préparé le contre sommet du G8 du 1^{er} juin 2003, mais là encore sans réussir à consolider les liens avec la mouvance altermondialiste³¹. Cet engagement s'est traduit par la tenue d'un comité syndical interrégional de la région Piémont, Vallée d'Aoste, Rhônes-alpes, Arc Lémanique à Genève. Contrairement aux situations italienne et espagnole, la temporalité propre à la mobilisation syndicale contre le

³¹ « (...) Je me rends compte que nous n'étions pas sur les mêmes bases avec les différents mouvements altermondialistes », explique ainsi Agnès Naton, secrétaire de l'UD CGT de Haute-Savoie. « On a eu du mal à mobiliser les salariés sur les enjeux du G8 malgré un gros travail en intersyndicale. Nous avons eu également du mal à nous imposer dans le contre sommet. Nos slogans n'ont pas été pris en compte alors que nous proposons du travail et des droits sociaux pour tous, plus de justice sociale et de solidarité » in *La NVO*, 6 juin 2003, p. 15.

plan Fillon est venue contrarier une présence plus massive de militants CGT dans les cortèges anti-G8, ce qui conduit à souligner combien l'établissement d'une corrélation explicite entre l'opposition aux projets libéraux d'un gouvernement national et la dénonciation des instances de la « gouvernance » mondiale relève d'un travail syndical profond.

Alors qu'un représentant CGT a été mandaté pour participer au comité d'organisation du FSE-Paris Saint-Denis, la confédération CGT par elle-même n'a pris l'initiative d'aucun séminaire. Seules des fédérations (Energie, Transport) et organisations comme l'Ugict ou les Jeunes CGT ont dépassé le stade d'une participation ponctuelle à quelques débats pour s'investir dans une démarche plus constructive. Signe de cette frilosité vis-à-vis d'un mouvement altermondialiste dont elle craint la diversité, la CGT a mis à la disposition du FSE de Paris-Saint-Denis bien moins de militants (une centaine au total) que le G10 ou que, surtout, la FSU.

La situation espagnole s'avère plus contrastée. Le fait que l'orientation réformiste des CC.OO ait entraîné à la fois la structuration d'une opposition interne et un certain nombre d'expulsions³² fait que les militants de la CGT et de la CNT ne sont pas les seuls à se retrouver dans les réseaux altermondialistes. Durant le semestre de présidence espagnole de l'UE (janvier-juillet 2002), le Forum social de Séville a réussi à se structurer en cadre de débat et d'initiative unitaire, rassemblant aussi bien les organisations et les réseaux du mouvement altermondialiste que la CGT et des secteurs des CC.OO. Par contre, dans le même temps à Barcelone, les CC.OO ont participé à la mise en place d'un Forum social concurrent à la plate-forme de mobilisation contre l'Europe du capital propre au mouvement altermondialiste. Le Forum social de Barcelone a regroupé quarante-quatre organisations, dont des ONG, Attac, la *Confederación de Asociaciones de Vecinos*, des mouvements chrétiens, mais aussi l'UGT, IU et l'organisation catalane du PSOE, le PSC dont le maire de Barcelone est issu (Labrador, 2002). Dans ce second cas, les CC.OO ont joué sur la marginalisation des réseaux de l'altermondialisme au regard de leur propre capacité de regroupement et de mobilisation des associations et des partis de la gauche entendue dans un sens large. Il est intéressant de noter que la CGT n'a pas entrepris une telle opération d'occupation du terrain en France : même sa participation à la manifestation de clôture du FSE du 15 novembre 2003 n'a relevé, en quelque sorte, que du « service minimum ».

Enfin, le cas italien est sans doute celui qui présente à l'heure actuelle la configuration la plus riche. La FIOM a joué un rôle d'éclaireur en matière de rencontre entre le syndicalisme et l'altermondialisme. Grâce aux liens noués avec l'AFL-CIO, elle prend immédiatement conscience du tournant que représente Seattle pour le mouvement syndical américain et potentiellement italien. Une série de séminaires internes avec l'AFL-CIO achèveront de convaincre de l'utilité de nouer des liens avec les organisations de l'altermondialisme (Mecozzi, 2001). Avec quelques militants de la CGIL et de structures régionales, la FIOM participe au FSM de Porto Alegre en janvier 2001. C'est l'occasion de nouer des contacts internationaux et d'apprendre des expériences syndicales relativement méconnues comme celle de la CUT brésilienne. Dans le prolongement de ce premier FSM, la FIOM appelle clairement à participer au Genoa Social Forum en juillet 2001, puis aux différentes échéances qui se sont déroulées depuis (Florence, Paris, forums sociaux locaux). A Gênes, la FIOM s'est révélée en mesure de rassembler plus de 50 000 personnes. A Florence, en sus de mobiliser pour la manifestation, la FIOM (et la CGIL dans une moindre mesure) participent aux rencontres préalables pour définir les contenus des séminaires, animent plusieurs séminaires ou encore offrent leur organisation pour la logistique.

Concernant le soutien apporté par la CGIL aux mouvements altermondialistes, la limite des initiatives pratiques consenties par l'organisation syndicale ressort rapidement. Comme le relève *Lavoro Societa*³³ : « *Come è noto, a partire dal FSE di Firenze, si sono notevolmente intensificati i rapporti tra la CGIL e il movimento* », ce qui revient à admettre que c'est

³² Des sanctions contre des militants du secteur critique des CC.OO de Madrid, d'Andalousie et de Catalogne engagés dans la lutte syndicale contre la filialisation partielle de Telefónica les ont conduit à créer un nouveau syndicat symboliquement baptisé CO-BAS (*Comisiones de base*) en février 2003. Déjà en 1993, des militants sanctionnés pour leur désaccord avec les options de la confédération ont créé sur Madrid le TAFP - *Trabajadores Afectados por el Fondo de Pensiones* -, ensuite dénommé AST.

³³ *Lavoro Societa*, *op.cit.*, 2003

seulement depuis la fin de l'année 2002 que la CGIL s'est réellement impliquée dans le soutien aux initiatives et rendez vous du mouvement altermondialiste. Et encore, la nature de ce soutien apparaît assez limité puisque c'est en tant qu'observateur que la CGIL participe au groupe d'organisation du FSE. La participation jugée « significative » de la CGIL à l'assemblée des mouvements sociaux du FSE de Saint Denis par Pierre Khalfa³⁴ (comité d'initiative du FSE) est-elle annonciatrice d'un investissement plus marqué ? On peut le souhaiter car pour l'instant, hormis avec l'ARCI, réseau culturel lié au milieu communiste, les relations organiques avec les organisations du mouvement altermondialiste sont assez lâches.

L'exemple d'Attac Italie l'atteste. Formée sur le modèle d'Attac France, la section italienne a commencé à fonctionner à partir de juin 2001 et a été fondée légalement en janvier 2002³⁵. Sur les 24 personnes qui forment le Conseil national d'Attac en 2003³⁶, cinq font état d'un lien avec le syndicalisme. Un responsable est membre du Sin Cobas. Quatre individus font état de leur appartenance à la CGIL, ce qui semblerait attester d'une présence massive des membres de ce syndicat. Or, un examen un plus attentif permet de constater que pour deux d'entre eux, il s'agit d'une expérience vécue au passé, pour l'un à la FISAC, pour l'autre à la FLM. Le troisième occupe des responsabilités à la CGIL d'Emilie Romagne, mais indique parallèlement son militantisme au PRC, ce qui n'en fait pas précisément un militant standard de la CGIL. Un seul militant finalement inscrit son action à Attac en lien avec la SNUR-CGIL, c'est-à-dire une structure marginale dans l'ordre des fédérations.

Ce tableau rapide des modalités d'imbrication concrète du syndicalisme anciennement communiste dans l'altermondialisme suggère de questionner aussi ses chances d'approfondissement. À bien y regarder, les premières rencontres, les premières habitudes de travail ne datent que de quelques années. Surtout, au sein de la mouvance altermondialiste, nombre de militants semblent relever d'un univers socio-politique en prise – ou qui a été en prise - avec le monde associatif et syndical³⁷, ce qui fait de ce dernier un monde familier. Cependant, dans la mesure où l'une des fractures les plus importantes que l'on puisse repérer concerne le rapport des altermondialistes à la politique institutionnelle et la méfiance vis-à-vis des institutions représentatives, il est à craindre que les stratégies d'insertion des confédérations syndicales dans le jeu contractuel ne contribuent à discréditer ces dernières, les assimilant à une politique « sclérosée ».

L'attitude « *protagonista* » (combative) de la CGIL dans la toute dernière période, par exemple, ne doit pas faire illusion. Comme le rappelle Giorgio Cremaschi³⁸, les mouvements de grèves générales qui ont parsemé l'année 2002 ne souffrent aucune comparaison avec l'automne chaud. Alors qu'en 1968, c'est un mouvement venu du bas qui a secoué toute la société italienne, les mouvements sociaux de l'année 2002 sont le résultat d'une « révolution syndicale par en haut »³⁹. Cette phase combative de la CGIL ne l'a pas amenée à rompre pour autant avec le cadre de son inscription syndicale européenne, ainsi que l'atteste le clivage qui s'est opéré le 4 octobre 2003 à l'occasion de la manifestation appelée par la CES. Les rues de Rome ont vu se succéder deux manifestations aux mots d'ordre opposés : celle de la CES s'inscrivant dans le cadre du traité constitutionnel européen et proposant des ajouts en matière de droits sociaux et celle du mouvement altermondialiste appelant à rejeter ledit traité.

L'approfondissement des relations entre la CGIL, les CC.OO et la CGT et l'altermondialisme pourrait venir du partage sur le plus long terme d'un axe de mobilisation commun, d'une thématique centrale pour les unes comme pour les autres, hors de ce que

³⁴ In *Rouge*, 20 nov. 2003, n° 2040.

³⁵ Informations disponibles sur le site d'Attac Italia.

³⁶ Sur le site, les différents membres du conseil national se présentent brièvement. Avec les réserves d'une auto-présentation, les indications biographiques fournies offrent une photographie du groupe dirigeant de l'association.

³⁷ Voir notamment l'enquête réalisé par Della Porta, 2003.

³⁸ Cremaschi, 2002

³⁹ « *Quelle attuate della Fiom e dalla la Cgil si potrebbero definire come 'rivoluzioni dall'alto', in cui la scelta soggettiva del gruppo dirigente di non accettare l'inerzia verso il basso nella continuita dei comportamenti provoca una nuova fase di mobilitazione e di lotta* »

les organisations syndicales considèrent comme leur registre propre. En étant la force qui unifie l'ensemble des mouvements impliqués dans l'altermondialisme, le pacifisme constitue sans nul doute un terrain de rapprochement potentiel, bien que les campagnes contre la guerre en Irak aient là encore été bien plus fortes en Espagne et en Italie qu'en France.

Le collectif *Tavola per la pace* qui organise tous les deux ans une Marche pour la paix de Perouse à Assise, en Ombrie, a ainsi rassemblé lors de son rassemblement en octobre 2003 près de 300 000 personnes. La CGIL a fait partie des organisations qui ont participé activement au succès du Comité *Fermiamo la guerra*, qui a développé une ample campagne contre la guerre en Irak et rassemblé plusieurs millions d'Italiens le 23 février 2003 à l'occasion de la journée européenne de mobilisation contre la guerre. Le drapeau Pace est devenu en quelque sorte le symbole du mouvement altermondialiste et figure sur les sites de nombreuses organisations syndicales, preuve de l'imprégnation du pacifisme dans la péninsule⁴⁰.

Conclusion

A l'issue de cet examen des rapports entretenus par les syndicats issus de la matrice communiste avec le mouvement altermondialiste, le constat d'une grande diversité de parcours s'impose. La CGIL de la manière la plus précoce a rompu ses liens avec la « culture des camarades », pour un cheminement très clair vers un syndicalisme d'orientation sociale-démocrate. Les CC.OO ont suivi une voie similaire, tandis que leurs alter ego politique disparaissait complètement (PCI) ou connaissait de profonds remaniements (PCE-IU). La CGT apparaît comme l'organisation la plus tardivement engagée dans la voie de l'*aggiornamento*. Ce n'est donc pas par hasard si elle apparaît comme la structure la moins impliquée, car encore enfermée dans sa propre mutation, dans le développement du mouvement altermondialiste.

Si, à des degrés divers, des liens officiels existent bien entre les réseaux altermondialistes et les confédérations étudiées ici, la question de la congruence des mobilisations demeure en suspens. Dans quelle mesure cela laisse-t-il augurer d'une perspective prolongée de convergence possible des objectifs ? Le volte-face récent des confédérations (CGIL, CC.OO) en matière de combativité sociale a été souligné. De son côté le mouvement altermondialiste exprime bien à sa manière une demande de participation politique de franges du salariat. Reste à élargir cette demande à d'autres groupes et notamment à des catégories sociales telles que les employés et les ouvriers qu'il parvient encore peu à sensibiliser. Les possibilités de développement de relations de partenariat entre les sphères associatives et syndicales dépendent pour une large part de l'analyse que ces dernières seront en mesure de développer sur leur rôle et fonctions dans une période marquée par un rejet croissant de toutes les politiques de contractualisation aussi bien par les gouvernements que par les patronats. Si l'espoir est limité d'un retour aux politiques contractuelles et aux pactes sociaux comme mode de ressourcement du syndicalisme, en revanche, la possibilité d'un dépassement vers un syndicalisme de mouvement social⁴¹ reste une hypothèse ouverte.

⁴⁰ Ce qui n'empêche certains opposants à la direction de la CGIL de rappeler que la CGIL n'a pas toujours eu une attitude si ferme, caractérisant l'intervention américaine en Serbie comme une « *contingente necessita* ». Lavoro Societa-Cambiare rotta, *Sintesi del documento*. XIV Congresso CGIL, 2001.

⁴¹ Le concept de « Social-Movement Unionism », associant les différentes dimensions d'une lutte de transformation du monde, luttes salariales et du travail, mais aussi, campagnes pour la protection de l'environnement, pour les droits des minorités, pour le pacifisme, etc.), tel qu'il a été mis en place par le COSATU Sud africain a été développé par Waterman, 1993.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- Andreatta (Massimiliano), Della Porta (Donatella), *Global, No-Global, New global*, Laterza, Bari, 2002.
- Bilbao (Andres), *Obreros y ciudadanos, la deestructuración de la clase obrera*, Madrid, Editorial Trotta, 1993.
- Botella (Louis), *Les syndicalismes en Europe*, Paris, Le petit pavé, 1999
- Carew (Anthony), Dreyfus (Michel), Van Goethem (Geert), Gumbrell-Mc Cormik (Rebecca), Van der Linden (Marcel), ed., *The International Confederation of Free Trade Unions*, Berne, Peter Lang, 2000.
- Debunne (Georges), *A quand l'Europe sociale ?*, Paris, Syllepse, 2003.
- Della Porta (Donatella), Mosca (Lorenzo), *Globalizzazione et movimenti sociali*, Manifestolibri, Roma, 2003
- Della Porta (Donatella), *I new Global. Chi sono et cosa vogliono i critici della globalizzazione*, Il Mulino, Bologna, 2003
- Dolvik (Jon Erik), *L'émergence d'une île. La CES, le dialogue social et l'eupéanisation des syndicats dans les années 90*, Bruxelles, ISE, 1999.
- Fantasia (Rick), Voss (Kim), *Des syndicats domestiqués, Répression patronale et résistance syndicale aux Etats-Unis*, Paris, Raisons d'agir, 2003.
- Fuhrer (Maria Ilse), *Los Sindicatos en España. De la lucha de clases a estrategia de cooperación*, Madrid, CES, 1996.
- Gobin (Corinne), *L'Europe syndicale*, Bruxelles, Labor, 1997
- Grisoni (Dominique), Portelli (Hugues), *Luttes ouvrières en Italie de 1960 à 1976*, Paris, Aubier Montaigne, 1976
- Kriegel (Annie), *Aux origines du communisme français, 1914-1920.*, Paris, Mouton, 2 vol., 1964
- Lazar (Marc), *Maisons rouges. Histoire des partis communistes français et italiens de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992
- Pastor (Jaime), *¿ Qué son los Movimientos Antiglobalización ?*, Barcelone, RBA Libros, 2002.
- Pernot (Jean Marie), *Dedans, dehors. La dimension internationale dans le syndicalisme français*, Thèse de science politique, Université de Paris X-Nanterre, 2001, 2 vol. 815 p.
- Regin (Tania), Wolikow (Serge), ss. dir., *Les syndicalismes en Europe. A l'épreuve de l'international*, Paris, Syllepse, 2002.
- Turone (Stefano), *Storia del sindacato in Italia*, Rome, Laterza, 1992.

Articles :

- Aguilar (Salvador), Roca (Jordi), « Economie politique d'une grève », *Sociologie du travail*, n° 2, 1991, p. 217-238.
- Andolfatto (Dominique), « Elections prud'homales: une nouvelle donne syndicale ? », *Regards sur l'actualité*, février 2003, n° 288, p. 53-59.
- Béroud (Sophie), « Clause sociale : limites et contradictions des réponses syndicales », *Mots, les langages du politique*, n° 71, mars 2003, p. 23-39.
- Bunel (Jean), « Nationalismes et syndicalismes en Espagne », *Revue de l'IRES*, n° 34, mars 2000, p. 59-81.
- Fernández Steinko (Armando), « Espagne : le capitalisme des propriétaires fonciers à la recherche d'un aménagement du néolibéralisme » in Forum européen de confrontations, *Classes sociales : retour ou renouveau ?*, Paris, Syllepse, 2003, p. 91-126.
- Fuamagalli Andrea, « Histoire des mouvements antiglobalisation en Italie », *Multitudes* n°10, octobre 2002, p. 164-175.
- Gumbrell-Mc Cormick (Rebecca), « Quel internationalisme syndical ? Passé, présent, avenir », *Les temps modernes*, 2000, n° 1, p. 178-206.
- Hege (Adelheid), « Italie. Non au licenciement sans justification, le retour de la mobilisation syndicale », *Chronique internationale de l'IRES*, 2002, n° 76, p. 3-24.
- Hege (Adelheid), « Réforme du marché du travail et crise de la concertation sociale », *Chronique internationale de l'IRES*, 2002, n° 78, p. 142-154

- Negrelli (Serafino), « Les pactes sociaux en Italie et en Europe : stratégies et structures similaires ; expériences et modèles nationaux différents » in Fajertag (Giuseppe), Pochet (Philippe), dir., *La nouvelle dynamique des pactes sociaux en Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2001, p. 87-115.
- Rehfeldt (Udo), « L'échange politique difficile, les stratégies syndicales en Italie, 1975-1990 », *Sociologie du travail*, 1991, n°3, p. 323-347
- Rehfeldt (Udo), « La représentativité syndicale : un miracle à l'italienne », *Chronique internationale de l'IREs*, 2000, n° 67, p. 1-11.
- Sánchez (Raul), « Espagne : un printemps de conjonctions sociales », *Multitudes*, n° 10, octobre 2002.
- Tuchszirer (Carole), Vincent (Catherine), « Une représentativité syndicale dopée par la reprise du dialogue social », *Chronique internationale de l'IREs*, n° 66, septembre 2000, p. 1-11.
- Tuchszirer (Carole), « Grève générale contre une politique de l'emploi plus contraignante pour les chômeurs », *Chronique internationale de l'IREs*, n° 77, juillet 2002, pp. 3-11.
- Vincent (Catherine), « 7^e Congrès des Commissions ouvrières : le changement dans la continuité », *Chronique internationale de l'IREs*, 2000, n° 64, p. 39-44.
- Waterman (Peter), « Social-movement unionism. A new Union model for a new world order ? », *Fernand Braudel Center Review*, 1993, vol. XIV, n° 3, p. 245-278.

Documents syndicaux :

- Coordinamento Nazionale delegati RSU, *Un altro sindacato è possibile*, septembre 2001
- Cremaschi (Giorgio), « La crisi del sindacato », *Rivista del Manifesto*, nov. 1999, n° 0.
- Cremaschi (Giorgio), « Da dove viene la svolta della CGIL. Aputamenti d'autunno », *Rivista del Manifesto*, sept. 2002, n° 31.
- Cremaschi (Giorgio), « I conflitti sociali. Fine della concertazione », *Rivista del Manifesto*, juillet-août 2002, n° 30
- Cremaschi (Giorgio), « Le libéralisme est mort, vive le libéralisme », *Politique, Revue européenne de débat*, 2003, n° 6-7, pp. 30-32
- CISL, *Guide syndical de la mondialisation*, Bruxelles, 2001, 141p.
- CC.OO, « Sindicalismo y globalización », *Gaceta Sindical, Reflexión y Debate*, juin 2002, n° 2, 311 p.
- CC.OO, *Orientaciones sindicales ante el actual momento político europeo*, Résolution du Conseil Confédéral de CC.OO, 28 janvier 2003.
- CC.OO, *Manifiesto de la sociedad civil española ante la V Conferencia ministerial de la Organización mundial del comercio*, Cancún, septembre 2003.
- Labrador (Alfons), « El sindicalismo y el movimiento por otra globalización : la experiencia del Foro Social de Barcelona », *Gaceta Sindical, Reflexión y Debate*, juin 2002, n° 2, p. 267-273.
- Lavoro Societa-Cambiare rotta, *Sintesi del documento. XIV Congresso CGIL*, 2001
- Lavoro Societa-Cambiare rotta, *Iniziativa del « movimento dei movimenti » e rapporto CGIL-CES/movimento*, 2003.
- Mecozzi (Alessandra), *Note sul Forum sociale mondiale. Porto Alegre, Stato del Rio Gde do Sul, Brasile*, 25-30 gennaio 2001.
- Mecozzi (Alessandra), *Materiali per Genova. Sindacati dopo Seattle*, *Rivista del Manifesto*, luglio-agosto 2001, n° 19

Documents politiques :

- Antentas (Josep Maria), « Après Séville, un bilan rapide du semestre européen espagnol », *Inprecor*, octobre-novembre 2002, n° 470.
- Fundación Paz y Solidaridad, *Globalización, trabajo y movimiento sindical*, Madrid, 2001.
- Panarari (Massimiliano), « Le mouvement antiglobalisation en Italie après le G8 de Gênes », *Revue socialiste*, 2001, vol. 12, n° 7, p. 102-110.
- Reds, *Il PRC e i sindacati. Piccola rassegna sulla politica sindacale del partito nelle sue varie componenti lungo la sua storia decennale et i suoi pesanti limiti*, janvier 2001.
- Turigliatto (Franco), « Réflexions sur la situation sociale », *Inprecor*, août 2003, n° 484, p. 19-22

« La nueva izquierda sindical, entrevista con Josep Bel (CO-BAS Telefónica) », *Viento Sur*, n° 68, juin 2003.

Nous voudrions également remercier les personnes qui nous ont fourni des informations par échange de courriers électroniques ou lors d'entretiens :

Pilar Alvarez, de la revue *Gaceta sindical* des CC.00
 Franco Barillozzi, ex responsable du bureau de la CGIL au Luxembourg
 Alessandra Mecozzi, responsable du département internationale de la FIOM
 Juan Moreno, secrétaire aux relations internationales des CC.OO
 Jaime Pastor, politologue

Sigles

AFL-CIO	American Federation of Labor-Congress of International Organisation
CC.OO	Comisiones Obreras
CE	Commission Exécutive
CEOE	Confederación española de Organizaciones Empresariales
CES	Confédération Européenne des Syndicats (ETUC)
CGIL	Confederazione Generale Italiano del Lavoro
CISL	Confédération Internationale des Syndicats Libres (ICFTU)
CISL	Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori
CiU	Convergencia I Unió
CNT	Confederación nacional del Trabajo
DGB	Deutsche Gewerkschaftsbund
COBAS	Comitati di Base
DP	Democrazia Proletaria
DS	Democratici di Sinistra
FISAC	Federazione Italiana Sindacale Lavoratori Assicurazioni e Credito-CGIL
FLM	Federazione Lavoratori Metalmeccanici
FSM	Fédération Syndicale Mondiale (ICWTU)
FIOM	Federazione Impiegati Operai Metallurgici
CGT	Confederación General del Trabajo
GC	Giovani Comunisti
IU	Izquierda Unida
LCR	Liga Comunista Revolucionaria
MC	Movimiento Comunista
MRG	Movimento de Resistencia Global
RCADE	Red Ciudadana por la Abolición de la Deuda Externa
RSA	Rappresentanza Sindacale Aziendale
RSU	Rappresentanza Sindacale Unitaria
PDS	Partito Democratico della Sinistra
PP	Partido Popular
PNV	Partido Nacional Vasco
PRC	Partito della Rifondazione Comunista
SIN COBAS	Sindacato Intercategoriale dei Comitati di Base
SNUR	Sindacato Nazionale Universitaria e Ricerca-CGIL
SOC	Sindacato de Obreros del Campo
UGICT	Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens
UGT	Unión General de Trabajadores
UIL	Unione Italiano del Lavoro